

ABONNEMENT

Saumur	
Un an . . . . .	25 fr.
Six mois . . . . .	13
Trois mois . . . . .	7
Poste	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	16
Trois mois . . . . .	8

On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . . .	20
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication  
des insertions reçues et même payées,  
sans restitution dans ce dernier cas ;  
Et du droit de modifier la rédaction  
des annonces.

Les articles communiqués doi-  
vent être remis au bureau du  
journal la veille de la reproduc-  
tion, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne  
sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire  
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-  
poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 21 MAI

## LA CHUTE DE L'IDOLE

A propos de la mort du boulangisme et de la dernière lettre du général, le *Journal de Rennes* fait d'excellentes réflexions. Voici des extraits de son article :

« ... La chute de l'idole a été aussi rapide que sa fortune avait été soudaine, et elles sont toutes deux presque aussi inexplicables l'une que l'autre.

» Dans cette étrange aventure, tous les partis peuvent trouver une leçon. Les républicains accablent aujourd'hui le vaincu de leurs invectives et de leurs sarcasmes. Ce n'est pas très digne et c'est absolument injuste. Car enfin ce sont eux qui l'avaient élevé au pinacle. C'est M. Clémenceau et les radicaux qui l'ont porté au ministère de la guerre, et les opportunistes l'applaudissaient quand il signalait l'expulsion des princes d'Orléans....

» Vous plaisantez maintenant ; mais avouez qu'il vous a fait bien peur. Cet homme, que vous bafouiez aujourd'hui, a tenu deux fois au moins le sort de la République dans sa main. S'il avait marché sur l'Élysée le soir de l'ovation de la gare de Lyon ou le soir de l'élection du 27 janvier 1889, il serait probablement aujourd'hui le chef de l'Etat, et les républicains s'inclineraient devant lui.

» Mais, voilà ! Le cœur lui a manqué. C'était un aventurier pour rire. Il voulait bien débiter des phrases sonores à la table d'un banquet populaire, mais il n'a pas osé descendre dans la rue. Quand on veut faire le métier d'aventurier, il faut le faire tout à fait. Il faut risquer sa fortune ; il faut, selon l'expression populaire, risquer sa peau. Boulanger n'a pas osé. C'est là surtout ce dont ses partisans peuvent lui faire grief.

» Les opportunistes reprochent amèrement aux conservateurs de s'être laissé entraîner à la suite du général.

» L'accord était plus apparent que réel ; peut-être, dans certains départements, s'est-il manifesté trop visiblement. Mais il était bien naturel. Boulanger n'a jamais été autre chose que le « syndic des mécontents. » Les conservateurs qui voyaient ses partisans suivre une marche parallèle à la leur devaient être tentés de leur dire : Appuyons-nous les uns les autres.

» Était-ce donc si coupable et les républicains n'en eussent-ils pas fait autant ? Ils se sont bien servis de Boulanger tant qu'ils ont cru qu'il pouvait les servir. Et s'il était arrivé au pouvoir, ils eussent été les premiers à l'acclamer et à lui demander des faveurs et des places. »

## INFORMATIONS

La Droite royaliste de la Chambre des députés a décidé lundi de préparer une proposition de loi tendant à mettre les bureaux de tabac en adjudication, et d'affecter le produit de cette adjudication au service des pensions

civiles et militaires, de manière à réaliser notamment l'unification des pensions militaires.

Trois des bureaux de la Chambre viennent d'élire chacun un membre de la commission des douanes en remplacement de MM. Ribot et Develle, devenus ministres, et de M. Burdeau, qui a opté pour la commission du budget.

Les trois nouveaux membres sont : MM. Bourlier, de la Gauche, et Fairé et Taillandier, de la Droite, tous trois protectionnistes.

M<sup>r</sup> Freppel a fait voter par la commission du budget une augmentation de 8,400 fr. sur le chapitre relatif au traitement des aumôniers des maisons centrales. Plusieurs députés républicains assistaient à la séance de la commission, lorsque M<sup>r</sup> Freppel a proposé cette augmentation.

A la suite de la résolution prise par le gouvernement d'interdire en France la fabrication de la poudre sans fumée, d'après les procédés du chimiste suédois Nobel, par la Société centrale de dynamite, Barbe, Viau et C<sup>ie</sup>, des saisies ont été opérées à l'usine d'Ablon, près Honfleur, d'où s'expédient, à destination de l'Allemagne et de l'Italie, des quantités considérables de cette poudre. Le gouvernement ne s'en est pas tenu là.

Il vient de faire notifier à M. Nobel lui-même, par l'intermédiaire du préfet de Seine-et-Oise, l'ordre de fermer son laboratoire de Sevrans, établi on ne sait pourquoi à proximité de notre poudrière nationale, et de détruire les explosifs que son établissement pourrait contenir.

Le bruit court avec une grande persistance que M. Nobel, ingénieur de la Compagnie des poudres et salpêtres Barbe et C<sup>ie</sup>, a été expulsé de France, il y a quelques jours, sans arrêté, par simple mesure administrative.

### AU DAHOMEY

Après un brillant combat qui a duré un jour entier et nous a coûté 15 tués et 72 blessés, presque tous auxiliaires indigènes, le lieutenant-colonel Archinard a enlevé l'importante place d'Ousseboungou dans le Soudan. Tous les défenseurs de la ville sont tombés les armes à la main et leur chef s'est fait sauter avec la poudrière plutôt que de se rendre.

### LA BANQUE DE FRANCE

Les négociations entre le ministre des finances et la Banque de France viennent d'aboutir.

La caractéristique du projet de loi qui va être déposé est la prolongation du privilège de la Banque de France pour une certaine période au-delà de 1897.

Par contre, la Banque s'engage à payer à l'Etat un abonnement annuel fixe, qui sera payable immédiatement après le vote du projet de loi, c'est-à-dire même pendant la période restant à courir du privilège actuel.

Le chiffre de cet abonnement sera plus

élevé pour la période à courir à partir de 1897 jusqu'à l'expiration du privilège renouvelé.

En outre, la Banque consent certains avantages sérieux pour le commerce et pour l'Etat.

Le gouvernement du Canada a répondu aux délégués de Terre-Neuve qu'il ne pouvait exprimer aucune opinion concernant le *modus vivendi* établi entre la France et l'Angleterre, à l'égard des pêcheries.

Les délégués ne dissimulent pas le vif mécontentement que leur cause ce résultat négatif de leur mission au Canada. Ils sont repartis pour New-York.

### RETOUR DU DAHOMEY

M. le docteur Bayol est arrivé à Marseille hier matin à cinq heures par le *Béarn*, de la Société des transports, en parfaite santé.

Il a accueilli les membres de la presse avec courtoisie et a causé avec eux assez longuement.

Il a déclaré avoir une confiance absolue en l'avenir du Dahomey, le tout sera de savoir prendre ce peuple courageux et encore plus rusé.

Le docteur Bayol a assisté à deux massacres qui se composaient de deux séries de 84 victimes et d'une demi-série de 42.

Il a dit que c'était par erreur que les victimes avaient eu la tête tranchée.

On les a bâillonnées, on leur a coupé les organes, on les a pendues par les pieds et d'un seul coup on leur a ouvert le flanc. Elles ont été ensuite portées au charnier des oiseaux de proie.

M. Bayol a été surveillé pendant la nuit et le jour par trois chefs et il a échappé à une mort certaine, attendu qu'on lui attribuait la mort du roi de Dahomey.

Le docteur Bayol a déclaré que sa situation délicate lui commandait une certaine réserve, mais qu'à son arrivée à Paris il expliquerait au gouvernement la chose plus clairement.

### TROUBLES A GUELMA

Alger, 19 mai.

Un télégramme de Guelma adressé à la *Dépêche algérienne* signale qu'aujourd'hui, jour de marché, un grand nombre d'Arabes pillèrent plusieurs magasins israélites. Quelques marchands voulant défendre leur bien ont été assommés à coups de matraques dont les pillards étaient armés.

La troupe dut intervenir. Une centaine d'Arabes, parmi lesquels les meneurs, ont été arrêtés. Plusieurs d'entre eux portaient des armes chargées. Dans la bagarre, trois assaillants auraient été tués et un agent de police sérieusement blessé. Les dégâts sont considérables.

Ce fait est une réédition avec un caractère plus grave de faits semblables qui se sont produits ces jours derniers à Constantine et à Jemmapes.

A l'heure actuelle, le calme paraît rétabli. Des mesures de protection ont été prises.

### FILS DE GRANDS HOMMES

On lit dans les journaux boulevardiers de Paris :

« Grand tumulte à 10 heures 1/2 du soir, sur le boulevard des Capucines, en face du Grand-Hôtel.

» Trois jeunes gens avaient trouvé charmant de lancer, au moyen de cannes trouées, des jets d'eau sur les passants. Puis, comme ceux-ci se fâchaient, ils avaient répondu par des menaces et des coups. Un vieillard, qui connaissait l'un des jeunes fous, l'appelle par son nom — un nom illustre — et lui fait des reproches. L'autre répond en montrant le poing. Le vieillard réplique d'un soufflet. Bagarre. Le vieux est mis en sang. Le jeune trio gesticule. La foule hue et force les sergents de ville à conduire au poste les trois fanfarons ivres.

» Un peu dégrisés, ils se sont nommés : le fils Hugo, le fils Daudet et le fils Berthelot. Ces trois jolis fils de « l'aristocratie intellectuelle », inscrits au « Livre d'or du talent », ont sollicité l'indulgence du magistrat en alléguant la plus banale des excuses : — Nous étions saouls.

» On a dressé procès-verbal contre eux ; mais ont les a mis en liberté, à la différence de M. le duc d'Orléans, qui a été mis en prison à la Conciergerie et à Clairvaux pour un acte assurément plus noble que de se saouler et de rosser les passants. »

Cette fois, les journaux libres-penseurs ne pourront pas accuser les jésuites.

### UNE MONSTRUOSITÉ

Le tambour-major du 152<sup>e</sup> régiment de ligne en garnison à Epinal, qui avait disparu il y a quelque temps et que l'on croyait déserteur, est paraît-il prisonnier en Allemagne.

Il avait été voir sa mère en Alsace. Arrivé à Mulhouse, il fut arrêté par la police et livré à l'autorité militaire.

Ce soldat, qui se nomme Schœnenberger, est cependant Français, né à Noyenmoutier (Vosges).

Il vient d'être condamné par le Conseil de guerre prussien, siégeant à Zelle (Hanovre), à six mois de forteresse qu'il purge en ce moment à Cologne.

A l'expiration de sa peine, il sera, paraît-il, incorporé dans un régiment allemand où il sera astreint à un service plus ou moins long.

Schœnenberger a signé le 10 avril 1883, au bureau de recrutement de Besançon, un engagement dans le 1<sup>er</sup> régiment étranger. Il a été pendant quatre ans au Tonkin, puis libéré le 17 août 1887 à Sidi-Bel-Abbès. Il s'était rengagé comme tambour-major au 152<sup>e</sup> régiment de ligne en octobre dernier.

Pour quel motif a-t-il été arrêté ? Pour quel motif ce Français a-t-il été condamné à six mois de forteresse ?

Voilà ce qu'il faudrait savoir, et il n'est pas possible, dit le *XIX<sup>e</sup> Siècle*, que notre gouvernement ne fasse une enquête sur cette affaire.

### BULLETIN FINANCIER

Paris, 20 mai 1890.

La hausse se poursuit sans interruption. Le 3 0/0 franchit le cours de 90 et s'établit à





